

[Text]

kept, as described in Professor Symons' report, "in a glass case enscribed 'State Gift'".

The department, through the Academic Relations Division, invites foreign scholars to Canada to consult with their colleagues, conduct research, prepare courses on Canadian events, lecture and participate generally in other scholarly activities. And Canadian faculty are also sent abroad occasionally to participate in seminars and colloquia on Canadian subjects. The most striking example of this is the support the department gives for the Canadian Studies Visiting Professorship at the University of Tsukuba in Japan.

At first glance then, the picture seems quite rosy. Unfortunately, the impression in the academic community, and it is by no means a false one, is that whenever savings must be made in the budget of the Department of External Affairs, they are first made at the expense of the Cultural Affairs and Academic Relations Divisions and their activities.

For example, the counterpart program to the Invitations to Foreign Academics, that of travel grants to assist Canadian university professors who had been officially invited to teach abroad in foreign universities, was established in 1973-74, with a budget of \$20,000, but was cancelled after only three or four years as a result of budget cuts, even though the program, throughout its short life, fell far short of meeting actual needs.

And I understand the support for the post at the University of Tsukuba is to end as well with the departure of the present incumbent, probably March 31, 1987.

More recently, I attended several meetings of mixed commissions, during which representatives of the department indicated that the program of Government of Canada Awards—those scholarships exchanged on a reciprocal basis with some 16 countries which Canada considers her most important partners—were being reduced unilaterally for lack of funds. When the total number of scholarships exchanged with any one country is only one or two, any reduction is viewed as an insult, and indeed, that was a common reaction.

The damage done through that particular gesture of domestic fiscal responsibility will take many years to repair. To reverse the decision which led to the reduction will take not only increased funding, but a different attitude about exchange scholarships on the part of departmental officials, many of whom, along with their colleagues in Treasury Board, feel that scholarships are give-aways: money for nothing. They are not, of course. Very often scholarship holders work harder than you or I for the privilege of holding a stipend below the amount Immigration Canada feels is necessary for a foreign student to survive in Canada, and I do not even mention the poverty level. Scholarship holders are the elite of a fairly elite group as well, and all the arguments in favour of foreign students can be used to support the notion of scholarship programs.

[Translation]

professeurs invités, à moins, comme le disait le rapport du professeur Symons, qu'ils ne soient conservés dans une vitrine, sur laquelle sont gravés les mots «don de l'État».

Le ministère, par l'entremise de la Direction des relations avec les universités, invite les chercheurs étrangers à venir au Canada consulter leurs collègues, mener à bien des recherches, préparer des cours sur l'actualité canadienne, présenter des conférences et participer à d'autres activités universitaires. D'autre part, des professeurs universitaires canadiens sont envoyés, de temps à autre, à l'étranger pour participer à des séminaires et colloques portant sur le Canada. À titre d'exemple, citons la chaire des études canadiennes à l'Université de Tsukuba, au Japon.

A première vue, le tableau d'ensemble semble être bon. Malheureusement, la communauté universitaire a souvent l'impression, et est même convaincue, que lorsque le ministère des Affaires extérieures doit procéder à des coupures de budget, ce sont les Directions des affaires culturelles et des relations avec les universités qui sont les premières touchées.

Par exemple, le pendant du programme d'invitation aux universitaires étrangers, celui des indemnités de déplacement accordées aux universitaires canadiens qui ont été officiellement invités à enseigner dans des universités étrangères, a été créé en 1973-1974; ce programme, dont le budget s'établissait à 20,000\$, a été sacrifié au bout de trois ou quatre ans sur l'autel des compressions budgétaires, même si ce programme de courte durée n'a pas réussi, et de loin, à répondre aux besoins réels.

Et je crois savoir que le poste à l'Université de Tsukuba sera supprimé également lors du départ du titulaire actuel, vraisemblablement le 31 mars 1987.

Plus récemment, j'ai assisté à plusieurs réunions de diverses commissions, au cours desquelles des représentants du ministère ont révélé que le programme «Prix du gouvernement du Canada», bourses échangées à titre réciproque avec quelque 16 pays, que le Canada considère comme étant ses partenaires les plus importants, serait réduit unilatéralement pour manque d'argent. Lorsque le nombre total de bourses échangées avec un pays s'élève à une ou deux, toute réduction de ces bourses est considérée comme une insulte, et c'est ce qui s'est avéré.

Il faudra attendre de nombreuses années avant que les torts causés par ce geste puissent être réparés. Pour que les responsables du ministère reviennent sur leur décision, il faudra non seulement augmenter les crédits, mais il faudra également que les responsables du ministère, ainsi que leurs collègues du Conseil du Trésor, changent d'attitude et n'estiment pas que ces bourses d'échange sont des dons: de l'argent jeté par les fenêtres. Ce n'est pas le cas, évidemment. Très souvent, les titulaires de ces bourses travaillent plus laborieusement que vous et moi, en échange du privilège de recevoir une somme d'argent inférieure au seuil permettant à un étudiant étranger de survivre au Canada, seuil établi par le ministère de l'Immigration, et je ne parle même pas du seuil de la pauvreté. Les titulaires de bourses représentent l'élite d'une élite, et tous les arguments avancés en faveur des étudiants étrangers pourraient l'être pour les programmes boursiers.